

L'exclusion politique des jeunes, une vieille histoire

Francis Dupuis-Déri

Number 815, Winter 2021–2022

La jeunesse qu'on exclut

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97425ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dupuis-Déri, F. (2021). L'exclusion politique des jeunes, une vieille histoire. *Relations*, (815), 33–35.

Francis Dupuis-Déri

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'UQAM

La longue histoire des grèves scolaires montre bien l'autonomie des jeunes en tant que sujets politiques. Elle montre aussi, toutefois, à quel point nos sociétés cherchent à marginaliser et à brider l'action politique de la jeunesse, de peur de perdre le contrôle.

L'EXCLUSION POLITIQUE DES JEUNES, UNE VIEILLE HISTOIRE

Lancé par la jeune Suédoise Greta Thunberg, le mouvement de grève scolaire pour le climat et l'ampleur qu'il a prise pourraient laisser croire qu'il est tout à fait exceptionnel que les élèves fassent grève. Or, l'histoire des grèves d'élèves, malheureusement méconnue, compte des milliers de cas dans le monde¹.

Aux États-Unis, par exemple, il y a eu de très nombreuses grèves d'élèves pour ou contre la ségrégation raciale, mobilisant parfois plusieurs dizaines de milliers d'élèves. Plus récemment, des élèves de *high schools* ont manifesté par centaines de milliers contre les armes à feu à la suite de fusillades dans des écoles et avec le mouvement *Black Lives Matter*. Et un peu partout sur la planète, des élèves ont fait grève dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Au Québec, des élèves juifs ont fait grève à Montréal, en 1913, contre une enseignante antisémite, et d'autres pour obtenir des vêtements et du lait pour des camarades de familles sans-emploi pendant la crise économique des années 1930. En 1947, un boycottage qu'on a appelé la « grève du chocolat » – contre une hausse subite et injustifiée du prix des tablettes de chocolat – s'est déroulé partout au Canada et des jeunes ont même envahi des parlements provinciaux pour se faire voir et entendre ! Mais la grève d'élèves la plus importante qu'a connue le Québec a eu lieu en 1999, alors que les activités parascolaires étaient annulées à cause du conflit opposant le gouvernement au syndicat de l'enseignement. En guise de protestation, les jeunes grévistes ont bloqué à plusieurs reprises des ponts et des routes à Montréal, à Québec et ailleurs, et la police a procédé à des centaines d'arrestations. Rappelons par ailleurs que plusieurs écoles secondaires ont aussi fait grève lors des grèves étudiantes de 2005 et 2012 pour défendre l'aide financière publique aux études postsecondaires et lutter contre la hausse des droits de scolarité.

Plus récemment au Canada, des élèves ont fait grève en 2019, en Alberta, pour s'opposer à un projet de loi du gouvernement conservateur qui prévoyait la divulgation aux parents de l'identité des élèves membres de la Gay-Straight Alliance. Sur les pancartes des grévistes, on pouvait lire « *Love is love* » et « Les jeunes ont le droit à leur vie privée à l'école ». Des protestations ont aussi éclaté au sujet des codes vestimentaires, jugés à raison sexistes par les élèves.

Discréditer et réprimer

Historiquement, ces grèves d'élèves ont souvent été ridiculisées par la presse. En 1938 au Québec, par exemple, la presse rapportait les propos de l'abbé Adélarde Desrosiers, principal de l'École normale Jacques-Cartier, formant les futurs enseignants :

« [L'] » enfant n'ayant pas de liberté propre, ne peut s'allier à d'autres enfants également soumis à leurs parents, pour déclarer ce qu'on appelle une grève. [...] Ils font simplement acte de révolte et d'insubordination à l'autorité légitime. [...] On ne fait pas autrement dans les soviets russes ! Que l'on reconnaisse le droit de grève dans nos écoles, et demain, ce sera l'anarchie partout². »

Une vingtaine d'années auparavant, la presse avait publié un texte intitulé « Il n'y a plus d'enfants », au sujet d'une grève scolaire en Irlande :

« Ils se sont syndiqués [...]. Ils ont un programme de revendications [...]. 1) Une demi-journée de congé hebdomadaire de plus ; 2) La suppression de la langue celtique dans l'enseignement ; 3) La suppression des livres publiés par des maisons qui emploient des ouvriers non syndiqués. [...] les écoliers grévistes ont saccagé une école dont les élèves, réfractaires à leurs idées, préféraient s'en tenir bien sagement à l'étude [...] De griefs en griefs, de grève en grève, les écoliers en arriveraient à réclamer la suppression de l'enseignement³. »

Les polémistes d'aujourd'hui ne sont pas plus tendres avec le mouvement des jeunes pour le climat. Certains titres de chroniques dans les journaux sont à la fois sensationnalistes et insultants : « Sainte Greta, priez pour nous ! » (Richard Martineau), « Greta Thunberg, la prophétesse » ou « Génération surangoissée » (Mathieu Bock-Côté). En France, le polémiste Alain Finkielkraut a carrément insulté Greta Thunberg, et son complice Pascal Bruckner signait un billet d'humeur intitulé « Greta Thunberg ou la dangereuse propagande de l'infantilisme climatique » (*Le Figaro*, 9 avril 2019). Le polémiste d'extrême droite Éric Zemmour évoquait même les « Khmers verts⁴ », en référence à la dictature cambodgienne qui a fait environ 1,5 million de morts. Greta Thunberg en génocidaire, rien de moins !

Cette panique face à une jeunesse soi-disant hors de contrôle s'explique en partie parce que l'enfant est perçu, en Occident, comme « une version hyperbolique du problème du gouvernement des êtres humains », pour citer Alain Renaut, l'auteur du livre *La libération des enfants* (Calmann-Lévy, 2002, p. 240). D'où les analogies classiques au sujet des femmes ou des peuples « primitifs » qui sont comme des enfants, et qu'il faudrait gouverner pour leur propre bien. Des termes ont été forgés pour désigner ce phénomène, dont « suprémacisme adulte » ou « adultisme », comme le dit Caroline Caron de l'Université du Québec en Outaouais, mais aussi l'« adophobie », qui est le titre d'un essai du sociologue Jocelyn Lachance (PUM, 2016).

Quelle que soit l'importance de la cause, bien des directions d'école tentent d'endiguer la contestation, que ce soit en essayant de manipuler les jeunes en les cooptant pour des initiatives dirigées et contrôlées par les adultes, en les étourdissant par des promesses d'agir qui ne sont jamais tenues, ou en ayant tout simplement recours à la répression. Ainsi, la direction de la polyvalente des Monts, à Sainte-Agathe-des-Monts dans les Laurentides, a suspendu deux élèves ayant demandé — en vain — qu'une assemblée de vote de grève soit organisée au sujet du mouvement pour le climat. Ils ont finalement organisé une assemblée de manière autonome, ce qui leur a valu une suspension. « [P]our des gens qui demandent une démocratie, c'est vraiment exagéré », a confié un des élèves sanctionnés aux médias. En effet, la répression par les adultes des mouvements d'élèves contrevient à l'idéal démocratique et à la rhétorique officielle qui prétend accorder tant d'importance à l'engagement citoyen chez les jeunes. Tout cela est bien beau en théorie, mais les adultes ne veulent pas perdre le contrôle.

Une autonomie politique à reconnaître

Hors de tout doute, les grèves d'élèves démontrent la capacité d'action *autonome* des jeunes, hors du cadre — pensé par et pour les adultes — de la « démocratie » à l'école, comme les fameux conseils d'élèves qui restent toujours sous le contrôle d'adultes pouvant les manipuler. Pour plusieurs élèves, avoir la possibilité d'agir collectivement est une expérience enivrante, surtout si c'est sans la permission de la direction, et même en opposition à celle-ci. Comme le disait aux médias Hugo, élève de 3^e secondaire de l'école Le Vitrail à Montréal en marge des débrayages organisés en appui au mouvement de grève étudiante de 2005 : « Ce qu'on veut prouver, c'est qu'on est capable de s'organiser. » (*La Presse*, 9 mars 2005).

Il est difficile d'évaluer avec précision les résultats de ces grèves d'élèves, qui restent souvent sans lendemain par manque de ressources et donc de capacité de mobilisation. Qu'advient-il, alors, du mouvement de la jeunesse pour le climat, dont la cause est si importante ? Saura-t-il déjouer les manœuvres visant à le marginaliser et à le faire taire, et avoir le même effet que certaines grèves d'élèves qui ont contribué à provoquer un véritable mouvement populaire et mené au renversement de régimes, comme l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980 et comme celui du dictateur Jean-Claude Duvalier en Haïti, en 1985 ?



Bannière déployée près des lofts Moreau, 31 août 2013,
photo tirée de la série *Évincés*. Photo : Alexis Aubin

Cette histoire des grèves d'élèves ne mériterait-elle pas, enfin, de leur être enseignée en classe? Il s'agirait de leur faire prendre conscience que la « démocratie » n'est pas seulement une affaire d'adultes et ne se limite pas à déposer dans l'urne un bulletin de vote marqué d'un simple X. Or les adultes, qui prétendent valoriser la démocratie, oseront-ils prendre ce risque? ■

1 — Pour en savoir plus sur ce sujet, voir F. Dupuis-Déri, « Histoire des grèves d'élèves du secondaire au Québec : démocratie et conflictualité », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 46, n° 3, 2020 p. 67-94 et « L'école contre la démocratie : les grèves d'élèves au secondaire », *Cahiers Verbatim*, vol. VII, Presses de l'Université Laval, 2020, p. 113-129.

2 — « La grève se continue à l'école normale J.-Cartier », *L'illustration nouvelle*, 14 janvier 1938.

3 — « Chronique : il n'y a plus d'enfants », *La Presse*, 25 septembre 1913.

4 — Éric Zemmour, « Un baby-boomer au pays des Khmers verts », *Le Figaro*, 29 janvier 2020.